

RALLYE

Paris, le 27 juillet 2012

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Article 222-4 du Règlement Général de l'AMF

TABLE DES MATIERES

1- ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	2
2- RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	3
3- ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2011	12
4- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2011	35

1 - ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du groupe Rallye, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice et des principales transactions entre parties liées.

Paris, le 26 juillet 2012

Jean-Charles NAOURI
Président Directeur Général

2 - RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Faits marquants du premier semestre 2012

Rallye

- Paiement du dividende en actions Rallye

L'Assemblée Générale des actionnaires de Rallye du 23 mai 2012 a décidé le versement d'un dividende de 1,83€ par action au titre de l'exercice 2011, stable par rapport au dividende 2010. Un acompte de 0,80€ par action a été mis en paiement le 6 octobre 2011, le solde s'élevant ainsi à 1,03€. Les actionnaires avaient la possibilité d'opter pour le paiement en actions à hauteur de 100% du solde du dividende.

Le prix d'émission des nouvelles actions a été fixé à 21,47€, correspondant à 90% de la moyenne des cours d'ouverture des vingt séances de bourse précédent le 23 mai, diminué du montant du solde du dividende.

35,3% des droits ont été exercés en faveur du paiement en actions.

Cette opération a permis à Rallye de renforcer ses fonds propres de 16,7 millions d'euros, par la création de 774 497 actions nouvelles (1,64% du capital) dont la livraison et l'admission aux négociations sur Euronext Paris sont intervenues le 28 juin 2012. Ces actions nouvelles ont été immédiatement assimilées aux actions existantes. Le paiement du dividende en numéraire s'est élevé à 30,6 millions d'euros. Il a été versé le 28 juin 2012.

Casino

Le groupe Casino a connu au 1er semestre 2012 une croissance satisfaisante de son activité et de son résultat opérationnel. En France, grâce aux formats porteurs, l'activité a résisté dans une conjoncture peu favorable. A l'International, le rythme de développement a été soutenu et régulier, sous l'effet combiné de croissance organique et des effets périmètre.

Plusieurs évènements ont également marqué le début d'année 2012 chez Casino :

- Etablissement d'un programme d'ADR

Le **12 janvier 2012**, Casino a établi un programme d'American Depositary Receipt (« ADR ») de niveau 1 aux Etats-Unis. Deutsche Bank est le dépositaire de ces ADR qui peuvent être échangés aux Etats-Unis sur le marché de gré à gré. Dans le cadre de ce programme, chaque action Casino est représentée par cinq ADR.

- Nouvelle stratégie de Mercialys

Le **9 février 2012**, Mercialys annonce le lancement d'une nouvelle stratégie autour de la vision de « Foncière Commerçante ». Mercialys annonce également un remboursement d'apport à ses actionnaires et une nouvelle structure financière.

Dans la lignée de sa nouvelle stratégie, Mercialys a procédé le 20 avril 2012 à une distribution exceptionnelle de ses réserves ainsi que le solde de distribution au titre de l'exercice 2011 pour un montant global de 1 060 millions d'euros dont 532 millions d'euros reçus par le Groupe.

- Prise de participation de Casino dans Monshowroom.com

Le **28 février 2012**, le Groupe Casino a acquis une participation minoritaire du capital de la société Monshowroom.com avec possibilité à terme de devenir majoritaire. Cette société, spécialisée dans la vente de prêt-à-porter et accessoires de mode multimarques sur internet, permet à Casino de conforter sa position dans le secteur du commerce en ligne.

- Succès d'une émission obligataire

Le **1^{er} mars 2012**, Casino a procédé avec succès à une émission obligataire de 600 millions d'euros. Cette opération a vocation à refinancer les tombées d'emprunt du Groupe et permet d'allonger la maturité moyenne de la dette obligataire de 4,2 à 4,6 années. Cette souche obligataire porte un coupon de 3,99% et a été largement sursouscrite par une base d'investisseurs diversifiée.

- Réussite du placement privé de Big C en Thaïlande

Le **29 mars 2012**, Big C Thaïlande, filiale du groupe Casino, a annoncé avoir obtenu l'approbation de son Conseil d'administration sur une augmentation de capital par le placement privé d'un maximum de 23,6 millions d'actions représentant environ 2,9% du capital de Big C. Cette levée de capital s'inscrit dans le plan stratégique annoncé en octobre 2011 visant à renforcer le co-leadership de Big C en Thaïlande et en faire un acteur majeur dans la région. Le placement privé a été soumis au vote des actionnaires le 30 avril et a permis de dégager le 3 mai des ressources de 102 millions d'euros.

- Préparation du transfert de contrôle de GPA

Au **30 juin 2012**, Casino détient 40,32% du capital de GPA contre 40,13% au 31 décembre 2011 (et 37,1% au 30 juin 2011) soit une augmentation de 0,19% qui résulte principalement de (i) l'émission au profit de Casino de 1,9 million d'actions préférentielles au cours de 85,66 réais par action et (ii) l'effet dilutif de stock-options exercées au cours de la période.

Afin de préparer la réorganisation du contrôle de GPA tel que prévu dans le pacte d'actionnaires de la société Wilkes, Casino a informé le 21 mars 2012 son partenaire Monsieur Abilio Diniz qu'elle entendait exercer sa faculté contractuelle de désigner le président du Conseil d'administration de Wilkes.

L'assemblée générale extraordinaire de Wilkes, holding de contrôle de GPA, s'est tenue le 22 juin 2012 à Sao Paulo. Elle a statué positivement sur la nomination de Jean-Charles Naouri, PDG de Casino, aux fonctions de Président du Conseil d'administration de Wilkes. A la même date, l'assemblée générale extraordinaire de GPA a approuvé la nomination de Messieurs Eleazar de Carvalho Filho, Luiz Augusto de Castro Neves et Roberto Oliveira de Lima, administrateurs proposés par Casino. Ces nominations portent à huit le nombre d'administrateurs nommés par Casino.

- Signature d'une lettre d'intention sur Monoprix entre Casino et Groupe Galeries Lafayette

Le **29 juin 2012**, Casino et Groupe Galeries Lafayette ont annoncé la signature d'une lettre d'intention portant sur la participation de 50% détenue par Groupe Galeries Lafayette dans Monoprix. Les deux groupes ont pour objectif de parvenir à un protocole transactionnel prévoyant la cession par Groupe Galeries Lafayette de cette participation d'ici au 30 octobre 2013, au prix de 1 175 millions d'euros, indexé à compter du 1^{er} avril 2013. Casino s'est d'ores et déjà engagé sur les termes d'un protocole transactionnel. L'acquisition par Casino interviendrait après accord de l'Autorité de la concurrence. Monsieur Jean-Charles Naouri, Président-Directeur général de Casino, a été nommé administrateur de Monoprix lors de l'Assemblée Générale tenue le jour même. Monsieur Philippe Houzé conserve ses fonctions de Président-Directeur général de Monoprix. Après la signature du protocole transactionnel, un nouveau Président-Directeur Général de Monoprix présenté par Casino sera désigné. Casino et Groupe Galeries Lafayette renonceront, après la cession des actions, aux procédures judiciaires en cours.

Groupe GO Sport

GO Sport France a poursuivi, au cours du premier semestre, le déploiement de son nouveau merchandising dans 3 magasins sur un total de 8 prévu en 2012, avec notamment le succès de la réouverture du flagship de Paris La Défense. L'enseigne a également ouvert un magasin dans le nouveau centre commercial de Lyon Confluence et a déployé une dizaine de corners GO Shoes dans les magasins remodelés en 2010 et 2011.

Courir confirme le succès de son positionnement commercial en enregistrant un 4ème semestre consécutif de croissance de chiffres d'affaires (hausse de 5,0% en comparable). L'enseigne a procédé au remodeling de 5 magasins au 1^{er} semestre (sur les 9 prévus en 2012), les magasins remodelés l'an passé continuant à nettement surperformer le reste du réseau.

- Succès de l'augmentation de capital réalisée au deuxième trimestre 2012

Groupe GO Sport a levé, au cours du 1er semestre 2012, 30 M€ dans le cadre d'une augmentation de capital garantie et largement souscrite par Rallye. Cette opération permet à Groupe GO Sport, d'une part, de réaliser son plan d'investissements afin de poursuivre la redynamisation commerciale des deux enseignes et, d'autre part, de renforcer sa structure financière.

- Nouveau partenariat à l'achat avec Hervis Sports, élargi à Twinner en juin 2012

Le 30 avril 2012, Groupe GO Sport a annoncé la fin de son partenariat à l'achat avec Sport 2000 et, simultanément, la signature d'un nouvel accord de partenariat à l'achat, dans le cadre de la structure commune « Sport Trade Marketing International » (STMI), avec le groupe autrichien Hervis Sports, acteur majeur de la distribution d'articles de sport en Europe Centrale et de l'Est. Le 25 juin 2012, ce partenariat a été élargi avec l'adhésion à STMI de la société Twinner, distributeur d'articles de sport présent principalement en France et en Espagne. Cette coopération à l'achat, portant désormais sur 9 pays européens et environ 1 270 magasins, permettra aux trois groupes d'améliorer leurs conditions d'approvisionnement et leurs parts de marché en proposant à leurs clients des prix de vente et une offre plus attractifs.

Evénements postérieurs à la clôture

Casino

- Prise de contrôle de GPA

Le 2 juillet 2012, l'Assemblée générale de Wilkes a approuvé la modification du Conseil d'administration consistant à nommer un administrateur proposé par Casino en remplacement d'un administrateur nommé par Abilio Diniz. Casino a ainsi obtenu la majorité au Conseil d'administration de Wilkes. Ce contrôle permet à Casino de décider du sens du vote de Wilkes à l'Assemblée générale de GPA et donc irrévocablement de contrôler également GPA. A compter de cette date, le Groupe consolidera donc GPA selon la méthode de l'intégration globale.

Voir la note 17 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels pour plus de détails sur cet événement.

Groupe GO Sport

Le Conseil d'Administration de Groupe GO Sport, réuni le 19 juillet 2012, a décidé, sur recommandation du Comité des Nominations et des Rémunérations, de nommer M. Loïc Le Borgne, Directeur Général de la société, en remplacement de M. François Neukirch.

Agé de 51 ans, M. Loïc Le Borgne a près de 30 ans d'expérience dans le secteur de la distribution. Après avoir passé 21 ans chez Auchan (1984-2005), notamment comme Directeur d'hypermarchés, Directeur en centrale d'achat et Directeur Régional, il a ensuite rejoint le groupe de distribution de prêt à porter Kiabi, en 2005, en tant que Responsable des Activités France. Depuis 2011, il était Directeur International de Kiabi.

A la suite de l'augmentation de capital de 30 millions d'euros réalisée fin mai 2012, le Conseil d'Administration de Groupe GO Sport souhaite désormais initier une nouvelle phase dans le redressement du

groupe, en accélérant notamment la redynamisation commerciale de ses enseignes. M. Loïc Le Borgne s'appuiera sur l'équipe de direction en place pour la mettre en œuvre.

Rallye

La promesse de cession du centre Manufaktura en Pologne a été signée le 26 juillet 2012 ; cette cession devrait être effective, après levée des conditions suspensives, d'ici la fin de l'année 2012.

Rapport d'activité

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé de **Rallye** au 30 juin 2012 s'élève à 17,7 milliards d'euros, en hausse de 7,3% par rapport au 30 juin 2011. Il se décompose par activités de la façon suivante :

(En millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	Variation
Casino	17 348	16 144	+7,5%
Groupe GO Sport	324	328	-1,1%
Autres *	8	9	-
Total	17 681	16 480	+7,3%

* Correspond à l'activité holding et au portefeuille d'investissements

Au premier semestre 2012, **Casino** a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 17,3 milliards d'euros, en croissance de +7,5%, les taux de change ayant eu un impact favorable de +0,3% et l'effet périmètre ayant contribué positivement à hauteur de 3,1% sous l'effet principalement de la montée au capital de GPA. En organique¹, la progression du chiffre d'affaires ressort à +4,1% au premier semestre, portée par une bonne croissance à magasins comparables et par l'expansion à l'international.

En France, les ventes sont en hausse de +0,5% en organique¹ et de +0,3% hors essence. La croissance est portée par la bonne performance des Supermarchés Casino et de Monoprix ainsi que par la croissance toujours supérieure à deux chiffres de Cdiscount. Les ventes de Franprix/Leader Price sont en retrait de -4,5% sur le semestre, impactées par un effet périmètre négatif lié à la déconsolidation d'un masterfranchisé. Monoprix affiche une croissance de ses ventes de +3,0%, portées par une performance très satisfaisante à magasins comparables (+2,2%). Les ventes des hypermarchés Géant Casino s'établissent en baisse de -3,4%. Hors essence, les ventes à magasins comparables sont en baisse de -3,4%. Les ventes en alimentaire ont été résistantes, soutenues par la mise en avant des premiers prix « Tous les jours » ainsi que par la relance de la promotion toutes marques. Casino Supermarchés affiche des ventes en hausse à +3,3% (-0,5% à magasins comparables hors essence), tandis que les supérettes enregistrent une baisse limitée (-0,3%). Les autres activités ont connu une progression solide de leur chiffre d'affaires, portée par le fort dynamisme de Cdiscount.

L'International s'affirme comme un important relais de croissance avec une progression organique¹ de +8,6% sur le semestre (+18,2% au total sur le semestre). Cette croissance organique¹ (+9,4% en Amérique du Sud, +8,6% en Asie) est portée par le dynamisme des ventes à magasins comparables en Amérique du Sud, l'expansion en Colombie ainsi que par la croissance organique soutenue de Big C et la poursuite d'une croissance très élevée au Vietnam.

Le chiffre d'affaires consolidé de **Groupe GO Sport** au 30 juin 2012 s'élève à 324,1 millions d'euros, en progression de 1,0%, à magasins comparables et taux de change constants par rapport au premier semestre 2011.

En France, le chiffre d'affaires de l'enseigne GO Sport est en légère baisse, de 0,6%, à parc comparable. Cette évolution s'explique notamment par la contre-performance des magasins non remodelés, situés majoritairement en dehors de Paris et sa région, dans un contexte économique particulièrement difficile au 2ème trimestre 2012, ainsi que par le décalage des soldes d'été sur le mois de juillet. L'enseigne Courir enregistre un 4ème semestre consécutif de croissance de chiffre d'affaires, avec une hausse de 5,0% en comparable, confirmant ainsi la pérennité du succès de son nouveau concept.

En Pologne, l'enseigne GO Sport affiche une croissance de 3,8% à magasins comparables et taux de change constant. L'évolution du chiffre d'affaires en euros a été négativement impactée par l'évolution défavorable du taux de change. Cette bonne tenue du chiffre d'affaires s'explique par le retour à la croissance des marchés hiver, mais aussi par la performance des catégories non saisonnières, telles que le running et le football. La surperformance continue des magasins remodelés explique aussi pour partie la croissance.

¹ à périmètre comparable et taux de change constant, hors impact des cessions immobilières

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'établit à 633 millions d'euros, en hausse de +12,4% par rapport au premier semestre 2011. Il se décompose, par activités, de la façon suivante :

(En millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	Variation
Casino	638	572	11,6%
Groupe GO Sport	-14	-12	-
Autres *	9	3	-
Total	632	563	12,3%

* Correspond à l'activité holding et au portefeuille d'investissements financiers

Le résultat opérationnel courant de Casino progresse de +11,6% (+5,3% en organique²), sous l'effet d'une croissance organique importante de Monoprix, de Franprix-Leader Price, ainsi que du Brésil, de la Colombie et de la Thaïlande. Les activités internationales représentent désormais 61% du résultat opérationnel courant (contre 53% au premier semestre 2011). Le ROC de la France baisse de -7,3% par rapport au 1^{er} semestre 2011, sous l'effet notamment de la baisse des ventes en non alimentaire chez Géant et du paiement de la prime sur le partage des profits. Le ROC de Franprix-Leader Price s'inscrit en hausse de +15,4% grâce aux plans d'actions déployés par les enseignes. Le ROC de l'International est en forte progression à +28,7%, sous l'effet d'une forte croissance organique¹ et de la montée au capital de GPA. A périmètre comparable et taux de change constants, il connaît une croissance à deux chiffres (+17,4%), portée par une croissance organique soutenue tant en Amérique Latine qu'en Asie.

Le résultat opérationnel courant de Groupe GO Sport s'établit à -13,7 millions d'euros au 30 juin 2012, en baisse de 2,0 million d'euros par rapport au premier semestre 2011, sous l'effet de la détérioration de la marge commerciale (impactée par les efforts promotionnels importants pour soutenir le CA).

Résultat net part du Groupe

(En millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011
Résultat opérationnel courant	632	563
Coût de l'endettement financier net	-318	-326
Autres produits et charges financiers	-52	-2
Résultat net activités poursuivies	38	40
Résultat net activités abandonnées	-1	-1
Résultat net	37	39
Résultat net part du Groupe	-124	-57

Le résultat net, part du Groupe au 30 juin 2012 s'élève à -124 millions d'euros contre -57 millions d'euros au 30 juin 2011.

Capitaux propres

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 1 506 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 1 632 millions d'euros 31 décembre 2011, sous l'effet principalement :

- du résultat net part du Groupe du semestre, soit -124 millions d'euros,
- de la variation de parts d'intérêts dans les filiales pour 55 millions d'euros,
- de la constatation d'écarts de conversion négatifs pour -36 millions d'euros
- de versement de dividendes pour -49 millions d'euros

2 à périmètre comparable et taux de change constant, hors impact des cessions immobilières

Structure financière du périmètre holding

Le périmètre holding de Rallye comprend Rallye et ses filiales détenues à 100% ayant une activité de holding et détenant les titres Casino, Groupe GO Sport et le portefeuille d'investissements.

- **Dettes nettes du périmètre holding de Rallye**

Au 30 juin 2012, les actifs réévalués du périmètre holding de Rallye s'élèvent à 4 238 millions d'euros, composés des titres Casino pour 3 859 millions d'euros, du portefeuille d'investissements³ pour 302 millions d'euros ainsi que d'autres actifs divers pour 77 millions d'euros (dont les titres Groupe GO Sport pour 43 M€).

La dette nette du périmètre holding de Rallye¹ s'établit à 2 735 millions d'euros au 30 juin 2012 et est couverte ainsi à hauteur de 1,55 fois par les actifs réévalués.

Cette dette, constituée de financements obligataires et bancaires pour un montant brut de 2 966 millions d'euros, auquel s'ajoutent les intérêts courus et retraitements IFRS pour un montant total de 50 millions d'euros¹, est nette de placements monétaires et de disponibilités enregistrés pour un montant de 280 millions d'euros.

- **Portefeuille d'investissements du périmètre holding de Rallye**

Au 30 juin 2012, le portefeuille d'investissements s'élève à 351⁴ millions d'euros contre 365 millions d'euros au 31 décembre 2011. Il est composé d'investissements financiers pour une valeur de marché⁵ de 257 millions d'euros et de programmes immobiliers comptabilisés en coût historique⁶ pour 94 millions d'euros. La diminution de valeur du portefeuille au cours du 1^{er} semestre 2012 s'explique notamment par les 20 millions d'euros de cessions réalisées au cours du semestre (correspondant à la cession de plusieurs lignes d'investissements, principalement dans les segments LBO / Capital Développement et énergie).

Résultats de la société mère

Le chiffre d'affaires de la société Rallye s'est élevé à 0,8 million d'euros au 30 juin 2012, contre 1,0 million d'euros au 30 juin 2011.

Le résultat net de la société Rallye s'élève à 40,3 millions d'euros contre un résultat net de 48,4 millions d'euros au 30 juin 2011.

Le conseil d'administration de Rallye a décidé de mettre en paiement, le 10 octobre 2012, un acompte sur dividende de 0,80 euro par action, stable par rapport à l'an dernier. Les actionnaires auront la possibilité d'opter pour le paiement en actions de la totalité de l'acompte sur dividende.

Principales transactions entre parties liées

Les transactions avec les parties liées sont décrites dans le Document de référence de Rallye afférent à l'exercice 2011 et déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 24 avril 2012 sous le numéro D.12-0397. Elles concernent essentiellement les opérations courantes avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable ou un contrôle conjoint et consolidées respectivement selon les méthodes de la mise en équivalence ou de l'intégration proportionnelle. Ces transactions se font sur une base de prix de marché.

³ Nets de 49 M€ d'actifs du portefeuille d'investissements en cours de cession et comptabilisés conformément à la norme IFRS 5

⁴ Dont 49 M€ d'actifs du portefeuille d'investissements en cours de cession et comptabilisés conformément à la norme IFRS 5

⁵ La valeur de marché des investissements financiers est la valeur comptable retenue dans les comptes consolidés (juste valeur - IAS 39) et provient généralement de valorisations externes (General Partners des fonds) ou de transactions en cours.

⁶ Les programmes immobiliers sont enregistrés en coût historique et ne sont pas réévalués avant la cession des investissements (IAS 40).

Les transactions avec les parties liées personnes physiques (administrateurs, mandataires sociaux et les membres de leur famille) n'ont pas de caractère significatif. Il en est de même pour les transactions avec les sociétés mères.

Au 30 juin 2012, la société Foncière Euris détient 55,74% du capital de Rallye et 71,09% des droits de vote.

La seule opération du semestre entre la société Rallye et la société Foncière Euris concerne le versement du solde du dividende de l'exercice 2011. Ce solde pouvait, au choix de l'actionnaire, être perçu soit en numéraire soit en actions nouvelles de la société. La société Foncière Euris a opté pour le paiement en actions et s'est ainsi vu délivrer 688 104 actions nouvelles.

Rallye bénéficie du conseil de la société Euris, maison mère du Groupe avec laquelle une convention de conseil et d'assistance en matière stratégique a été conclue en 2003.

Les relations avec les parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2011 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de la période.

Principaux risques et incertitudes pour le second semestre 2012

Les activités du Groupe sont exposées à certains facteurs de risques qui font l'objet d'une description dans le Document de référence de Rallye afférent à l'exercice 2011 et déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 24 avril 2012 sous le numéro D.12-0397.

Evolutions et perspectives

- Par la prise de contrôle de GPA et la signature d'une lettre d'intention sur Monoprix, Casino a franchi au 2nd semestre un cap stratégique historique : son profil est désormais essentiellement exposé aux marchés à forte croissance et aux formats porteurs.

En France, dans un contexte très concurrentiel, Casino va à intensifier ses plans d'action au 2nd semestre. Il va accélérer son leadership dans le e-commerce non alimentaire au travers de Cdiscount ainsi que le déploiement du multi-canal. L'expansion va se poursuivre dans les formats de proximité, avec des objectifs ambitieux sur tous les formats. Casino s'attachera à maîtriser ses coûts et à renforcer son excellence opérationnelle. Les plans d'action dans les hypermarchés sont renforcés sur l'alimentaire par la poursuite des programmes de relance commerciale et sur le non-alimentaire par la réduction proactive et accélérée des surfaces et une plus grande attractivité des sites.

A l'international, où Casino opère sur 4 marchés en croissance disposant d'un fort potentiel et totalisant plus de 400 millions d'habitants, Casino va soutenir la consolidation du leadership de ses grandes filiales.

- ✓ Au Brésil, GPA poursuit une stratégie qui a porté ses fruits dans un pays où les perspectives sont favorables. Casino, partenaire stratégique de long terme de sa filiale, continuera à soutenir son plan de développement qui a fait ses preuves. Casino a par ailleurs réaffirmé sa confiance dans l'équipe dirigeante de la société.
- ✓ En Colombie, Exito poursuit sa croissance et la consolidation de son leadership par des ouvertures annuelles de 100 magasins concentrées sur les formats porteurs de proximité et de discount. La société continue à développer ses activités complémentaires à la distribution, qui viennent renforcer sa marge et poursuit l'intégration des enseignes Disco et Devoto en Uruguay.
- ✓ Big C en Thaïlande continuera à déployer sa stratégie de croissance élevée et rentable qui a fait ses preuves. La dynamique commerciale soutenue va se renforcer par l'expansion sur les petits formats et par le modèle dual, combinant hypermarchés et galeries commerciales. La flexibilité financière et le potentiel de développement de Big C sont confortés par le refinancement de sa dette à des conditions attractives et par le succès de son augmentation de capital par placement privé, qui va contribuer à en faire un acteur majeur dans la région.

- ✓ Au Vietnam l'expansion se poursuit au travers du modèle dual par l'ouverture de 4 hypermarchés avec galeries commerciales et du nouveau format de proximité en test.

Enfin, lorsque la perte de contrôle de Mercialis sera effective, la participation du Groupe dans la société sera mise en équivalence.

Casino réaffirme ses objectifs pour 2012 :

- ✓ Croissance du chiffre d'affaires supérieure à 10%
 - ✓ Stabilité de la part de marché de Casino dans l'alimentaire en France
 - ✓ Progression du ROC de FPLP
 - ✓ Maintien d'un ratio de DFN/EBITDA inférieur à 2,2x
 - ✓ Plan de cessions d'actifs/augmentations de capital de 1,5Md€
- Afin d'initier une nouvelle phase dans le redressement de **Groupe GO Sport**, le Conseil d'Administration, réuni le 19 juillet 2012, a décidé de nommer M. Loïc Le Borgne, Directeur Général, en remplacement de M. François Neukirch.
Le second semestre sera jalonné de grands rendez-vous de consommation tels que les Jeux Olympiques d'été, la rentrée des classes ou les fêtes de Noël. Groupe GO Sport est confiant dans sa capacité à accélérer la redynamisation commerciale de ses deux enseignes, et à faire de ces événements des succès.
 - Concernant **le portefeuille d'investissements**, les cessions vont être poursuivies, tant en Private Equity en fonction des conditions de marché, qu'en immobilier commercial. Des investissements financiers sont actuellement en cours de cession et comptabilisés selon la norme IFR5 pour un montant total de 49 millions d'euros.
 - **Rallye** bénéficie d'une situation de liquidité solide, avec 1,6 milliard d'euros de lignes de crédit confirmées, non utilisées et immédiatement disponibles, et plus de 280 millions d'euros de disponibilités. La maturité des lignes de crédit confirmées est longue grâce notamment au renouvellement de plusieurs lignes de crédit sur le semestre.
Rallye confirme son engagement de poursuivre l'amélioration de sa structure financière et de réduire la dette financière nette du périmètre holding dès 2012.

3 – ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2012

Compte de Résultat Consolidé du Groupe Rallye

(En millions d'euros)	Note	30 juin 2012	30 juin 2011
<u>ACTIVITES POURSUIVIES</u>			
Chiffres d'affaires hors taxes	5.1	17 681	16 480
Coûts d'achat complet des marchandises vendues		(13 131)	(12 210)
Marge commerciale		4 550	4 270
Autres revenus		195	175
Coûts des ventes	6.2	(3 350)	(3 170)
Frais généraux et administratifs	6.2	(763)	(712)
Résultat opérationnel courant	5.1	632	563
Autres produits opérationnels	7	53	103
Autres charges opérationnelles	7	(162)	(237)
Résultat opérationnel		523	429
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	8.1	51	38
Coût de l'endettement financier	8.1	(369)	(364)
Coût de l'endettement financier net	8.1	(318)	(326)
Autres produits financiers	8.2	144	109
Autres charges financières	8.2	(196)	(111)
Résultat avant impôt		153	101
Charge d'impôt	9	(100)	(53)
Quote part de résultat net des entreprises associées		(16)	(8)
Résultat net des activités poursuivies		38	40
Propriétaires de la société		(123)	(56)
Intérêts ne donnant pas le contrôle		162	96
<u>ACTIVITES ABANDONNEES</u>			
Résultat net des activités abandonnées		(1)	(1)
Propriétaires de la société		(1)	(1)
Intérêts ne donnant pas le contrôle			(0)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		37	39
Propriétaires de la société		(124)	(57)
Intérêts ne donnant pas le contrôle		162	96
Résultat net par action de l'ensemble consolidé, attribuable aux propriétaires de la société (en €)			
De base		(2,68)	(1,22)
Dilué		(2,68)	(1,22)
Résultat net par action des activités poursuivies, attribuable aux propriétaires de la société (en €)			
De base		(2,67)	(1,21)
Dilué		(2,67)	(1,21)

Etat du Résultat Global Total

(En millions d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011
Résultat net de l'ensemble consolidé	37	39
Ecarts de conversion des activités à l'étranger (1)	47	(152)
Ecarts actuariels sur obligations des régimes à prestations définies	(14)	15
Actifs financiers disponibles à la vente	11	29
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture	(6)	(2)
Couverture investissement net	(24)	
Impôt sur les éléments du résultat global	15	(8)
Autres éléments du résultat global net d'impôts	29	(118)
Résultat global total :	66	(79)
Propriétaires de la société	(161)	(85)
Intérêts ne donnant pas le contrôle	228	6

(1) La variation positive du 1^{er} semestre 2012 résulte principalement de l'appréciation de la monnaie colombienne pour 263 millions d'euros compensée par la dépréciation de la monnaie brésilienne à hauteur de 203 millions d'euros. Au cours du 1^{er} semestre 2011, la variation négative résultait principalement de la dépréciation des monnaies thaïlandaise et brésilienne à hauteur respectivement de 64 et 49 millions d'euros.

Etat de la Situation Financière

ACTIF (En millions d'euros)	Notes	30 juin 2012	31 décembre 2011
Goodwill	10	8 899	8 970
Immobilisations incorporelles	10	1 256	1 248
Immobilisations corporelles	10	6 823	6 713
Immeubles de placement	10	661	1 785
Participations dans les entreprises associées		264	207
Actifs financiers non courants		1 229	971
Actifs financiers de couverture non courants		158	129
Actifs d'impôts différés		409	394
Total de l'actif non courant		19 699	20 416
Stocks		3 437	3 541
Clients et comptes rattachés		1 411	1 881
Autres actifs		1 614	1 743
Créances d'impôts courants		80	63
Autres actifs financiers courants		403	465
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	3 634	3 923
Actifs détenus en vue de la vente	12	1 381	42
Total de l'actif courant		11 959	11 658
TOTAL DE L' ACTIF		31 658	32 074

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS (En millions d'euros)	Notes	30 juin 2012	31 décembre 2011
Capital	13	142	139
Réserves et résultat part du Groupe		1 364	1 493
Capitaux attribuables aux propriétaires de la société		1 506	1 632
Intérêts ne donnant pas le contrôle		6 038	6 281
Capitaux propres		7 543	7 913
Provisions		361	350
Passifs financiers non courants	14	8 957	9 085
Autres dettes non courantes		701	540
Passifs d'impôts différés		668	708
Total passif non courant		10 687	10 683
Provisions		182	189
Fournisseurs		4 714	5 517
Passifs financiers courants	14	4 360	3 950
Dettes d'impôts exigibles		78	61
Autres dettes courantes		3 016	3 761
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	12	1 077	
Total passif courant		13 427	13 478
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		31 658	32 074

Tableau Consolidé des Flux de Trésorerie

(En millions d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société	(124)	(57)
Résultat net attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle	162	96
Résultat de l'ensemble consolidé	37	39
Dotations aux amortissements et provisions	422	396
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	(76)	3
Charges et produits calculés liés aux stocks options et assimilés	9	10
Autres charges et produits calculés	(23)	(58)
Amortissements, provisions et autres éléments non décaissables	332	351
Résultat sur cessions d'actifs	(9)	12
Pertes / (profits) liés à des variations de parts d'intérêt de filiales avec perte de contrôle ou de participations ne donnant pas le contrôle	(7)	1
Quote part de résultat des entreprises associées	16	8
Dividendes reçus des entreprises associées	2	2
Capacité d'Auto Financement (CAF)	371	413
Coût de l'endettement financier net (hors variations de juste valeur et amortissements)	296	299
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	99	52
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt	766	764
Impôts versés	(147)	(133)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement (1)	(782)	(744)
Flux de trésorerie net généré par l'activité (A)	(163)	(113)
Acquisition d'immobilisations corporelles, incorporelles et d'immeubles de placement	(554)	(531)
Cession d'immobilisations corporelles, incorporelles et d'immeubles de placement	36	28
Acquisition d'actifs financiers	(157)	(48)
Cession d'actifs financiers	5	4
Variation des prêts et avances consentis		(1)
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle (2)	(47)	(1 241)
Flux de trésorerie net lié aux opérations d'investissement (B)	(717)	(1 789)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	(31)	(6)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(703)	(231)
Dividendes versés aux porteurs de TSSDI	(11)	(12)
Réductions /Augmentations de capital en numéraire	(1)	(3)
Sommes reçues lors de l'exercice des stocks options	2	2
Autres opérations avec les actionnaires minoritaires	242	(304)
Achats et ventes d'actions propres	(3)	(131)
Acquisitions et cessions de placements financiers	83	8
Emissions d'emprunts	2 380	2 314
Remboursements d'emprunts	(1 250)	(760)
Intérêts financiers nets versés	(352)	(364)
Flux de trésorerie net lié aux opérations de financement (C)	356	513
Incidence des variations de cours des devises (D)	22	(35)
Variation de trésorerie (A+B+C+D)	(502)	(1 424)
Trésorerie nette d'ouverture	3 336	3 094
Trésorerie nette des activités détenues en vue de la vente		
Trésorerie nette d'ouverture des activités poursuivies (note 11) (E)	3 336	3 094
Trésorerie nette des activités détenues en vue de la vente (note 12) (F)	(35)	(6)
Trésorerie nette de clôture	2 834	1 670
Trésorerie nette de clôture des activités poursuivies (note 11) (G)	2 799	1 664
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie (G-E-F)	(502)	(1 424)

(1) Variation du besoin en fond de roulement

(En millions d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011
Stocks de marchandises	100	(124)
Stocks de promotion immobilière	28	(48)
Fournisseurs	(827)	(562)
Créances clients et comptes rattachés	146	129
Créances liées aux activités de crédit	31	(172)
Financement des activités de crédit	(5)	222
Autres	(255)	(189)
Variation du besoin en fonds de roulement	(782)	(744)

(2) Incidences des variations de périmètre avec changement de contrôle

(En millions d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011
Prix de cession des titres dont :	22	79
<i>Cession Venezuela</i>		79
<i>Cession sous-groupe Mercialys</i>	12	
<i>Sous-groupe Franprix-Leader Price</i>	5	
<i>Divers</i>	5	
Prix d'acquisition des titres dont :	(64)	(1 464)
<i>Big C Thaïlande - acquisition activités Carrefour</i>		(1 018)
<i>GPA (variation du pourcentage de détention)</i>		(262)
<i>Sous-groupe Distribution Casino France</i>		(41)
<i>Sous-groupe Franprix - Leader Price</i>	(47)	(108)
<i>Sous-groupe Actifs Magasins</i>		(34)
<i>Divers</i>	(17)	(1)
Trésorerie des filiales acquises ou cédées, dont :	(5)	144
<i>Activités de Carrefour Thaïlande (prise de contrôle)</i>		75
<i>GPA (variation de pourcentage de détention)</i>	5	60
<i>Sous-groupe Franprix - Leader Price</i>	2	5
<i>Sous-groupe Distribution Casino France</i>		3
<i>Divers</i>	(12)	1
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	(47)	(1 241)

Tableau de Variation des Capitaux Propres Consolidés

(En millions d'euros)	Capital	Primes	Titres auto détenus	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres attribuables aux propriétaires	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
Au 1er janvier 2011 *		133	1 348	(9)	452	41	1 965	6 000	7 965
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres (1)					(28)		(28)	(90)	(118)
Résultat net de la période (2)						(57)	(57)	96	39
Total des produits et charges comptabilisés		0	0	0	(28)	(57)	(85)	6	(79)
Opérations sur capital (3)		4	35				39		39
Opérations sur titres auto détenus (4)				(13)		(14)	(27)	(103)	(130)
Dividendes distribués						(45)	(45)	(230)	(275)
Variation des parts d'intérêts sans prise ou perte de contrôle des filiales (5)						(74)	(74)	(235)	(309)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise ou perte de contrôle des filiales (6)							0	71	71
Divers mouvements						(13)	(13)	(4)	(17)
Au 30 juin 2011 retraité *		137	1 383	(22)	424	(162)	1 760	5 505	7 265
Au 1er janvier 2012		139	1 398	(14)	276	(167)	1 632	6 281	7 913
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres (1)					(37)		(37)	66	29
Résultat net de la période (2)						(124)	(124)	162	38
Total des produits et charges comptabilisés		0	0	0	(37)	(124)	(161)	228	67
Opérations sur capital (3)		3	13			12	28	29	57
Opérations sur titres auto détenus				3		(1)	2	(5)	(3)
Dividendes distribués (7)						(49)	(49)	(747)	(796)
Variation des parts d'intérêts sans prise ou perte de contrôle des filiales (8)						55	55	256	311
Variation des parts d'intérêts liées à la prise ou perte de contrôle des filiales							0	1	1
Divers mouvements						(2)	(2)	(6)	(7)
Au 30 juin 2012		142	1 411	(11)	240	(276)	1 506	6 038	7 544

* Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à la comptabilisation définitive du regroupement d'entreprise de Nova Casa Bahia (voir note 2.6 des états financiers consolidés du 31 décembre 2011).

(1) Détail des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres

(En millions d'euros)	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissement net	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Actifs financiers disponibles à la vente	Total attribuable aux propriétaires	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Total
Au 1er janvier 2011	(2)		409	(4)	42	445	536	981
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres			(58)	4	26	(28)	(90)	(118)
Au 30 juin 2011	(2)		351	0	68	417	446	863
Au 1er janvier 2012	(1)		243	(5)	40	277	350	627
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	(6)	(8)	(37)	(4)	19	(37)	66	29
Au 30 juin 2012	(7)	(8)	206	(9)	59	240	416	656

- (2) Les intérêts ne donnant pas le contrôle proviennent principalement du groupe Casino détenu à 51,03% en 2011 et 49,45% en 2012.
- (3) Résultat de levées d'options de souscription d'actions, du paiement en actions d'une partie des dividendes et d'annulations d'actions (voir notes 13.2 et 13.3)
- (4) Dont -102 millions correspondant à l'acquisition par Casino de 1,8 million de ses propres titres.
- (5) Dont -50 millions en part Groupe et -161 millions correspondant à l'acquisition de 2,8 millions de titres Casino par Rallye.
- (6) L'impact de 71 millions d'euros présenté en intérêts ne donnant pas le contrôle correspond essentiellement à l'apparition d'intérêts minoritaires consécutive aux prises de contrôle au sein du sous-groupe Franprix-Leader Price et à la prise de participation complémentaire dans GPA pour respectivement 38 et 35 millions d'euros.
- (7) Les dividendes versés aux minoritaires au cours du 1^{er} semestre 2012 résultent d'une distribution aux minoritaires de Mercialys, Exito et de Big C Thaïlande à hauteur respectivement de 528, 39 et 15 millions d'euros contre respectivement 34, 18 et 13 millions d'euros en 2011. L'évolution des dividendes sur Mercialys s'explique essentiellement par une distribution exceptionnelle (voir note 3.2)
- (8) L'incidence positive de 319 millions d'euros provient à hauteur de 155 millions d'euros des transactions réalisées sur la filiale Big C Thaïlande liées à la diminution du pourcentage d'intérêt du groupe Casino dans la filiale suite (i) à l'augmentation de capital à laquelle le groupe Casino n'a pas souscrite et (ii) à la cession sur le marché (voir note 4.2.2)

NOTE 1 : INFORMATIONS GENERALES

Rallye est une société anonyme immatriculée en France et cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment A de l'Eurolist. La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Rallye ».

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2012 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales et co-entreprises, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées. Les comptes ont fait l'objet d'un examen limité de la part de nos commissaires aux comptes.

En date du 26 juillet 2012, le conseil d'administration a établi et autorisé la publication des états financiers consolidés du groupe Rallye pour le semestre se terminant le 30 juin 2012.

NOTE 2 : BASE DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS ET METHODES COMPTABLES

2.1. Déclaration de conformité

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Rallye au 30 juin 2012 sont établis conformément aux normes internationales d'information financière IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne à la date d'arrêté des comptes.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne, intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Reporting Interpretations Committee – IFRIC). (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm)

2.2. Base de préparation

Les états financiers consolidés semestriels présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »).

Les états financiers consolidés semestriels se lisent en complément des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011, tels qu'ils figurent dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 24 avril 2012 sous le numéro D.12-0397.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2011 du groupe Rallye sont disponibles sur demande auprès des services financiers de la société situés 32, rue de Ponthieu à Paris 8^{ème}, ou sur le site internet www.rallye.fr.

Les états financiers sont présentés en millions d'euros, monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe. Les tableaux comportent des données arrondies individuellement au million d'euros. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous totaux affichés.

2.3. Méthodes comptables

Les règles et méthodes comptables appliquées pour la préparation des états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles appliquées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2011, après prise en compte ou à l'exception des nouvelles normes et interprétations décrites ci-dessous.

2.3.1. Normes, amendement de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2012

Les révisions de normes, nouvelles normes et interprétations suivantes sont d'application obligatoire pour l'exercice 2012 :

- Amendement IFRS 7 « Instruments financiers » : informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers (applicable à compter du 1^{er} juillet 2011) ;
- Amendement IAS 12 – Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents. Bien que l'IASB ait fixé la date d'application à compter du 1^{er} janvier 2012, cet amendement n'a pas été entériné au niveau de l'Union européenne et ne peut donc pas être appliqué par le Groupe.

L'amendement IFRS 7 ne vise que la nature et l'étendue de l'information à produire sur les opérations de cessions d'actifs financiers que celles-ci soient « déconsolidantes » ou non. Cet amendement n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats et la situation financière du Groupe. Concernant l'amendement IAS 12, le Groupe ne s'attend pas non plus à d'impact significatif sur ses états financiers.

2.3.2. Normes et interprétations publiées mais non encore entrée en vigueur

Textes adoptés par l'Union européenne

- Amendement IAS 1 – Présentation des états financiers (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- Amendement IAS 19 – Avantages du personnel : comptabilisation des régimes à prestations définies (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013).

Le Groupe n'a pas appliqué ces nouveaux amendements par anticipation et ne s'attend pas à d'impacts significatifs sur ses états financiers.

Textes non adoptés par l'Union européenne

Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union européenne, les normes, amendements de normes et interprétations, publiées par l'IASB et présentées ci-dessous sont applicables aux périodes annuelles ouvertes postérieurement au 1^{er} janvier 2013:

- Amendement IFRS 7 – Présentation – Compensation des actifs et passifs financiers;
- Amendement IAS 32 – Compensation des actifs et passifs financiers;
- IFRS 9 – Instruments financiers : classifications et évaluations et amendements subséquents à IFRS 9 et IFRS 7;
- IFRS 10 – Etats financiers consolidés ;
- IFRS 11 – Accords conjoints ;
- IFRS 12 – Information à fournir sur les participations dans les autres entités ;
- IFRS 13 – Evaluation de la juste valeur ;
- IAS 27 révisée – États financiers individuels;
- IAS 28 révisée – Participations dans les entreprises associées et coentreprises ;
- Améliorations annuelles des normes IFRS (17 mai 2012).

Le Groupe n'a appliqué aucune de ces nouvelles normes ou interprétations par anticipation et est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application de ces nouveaux textes, notamment ceux relatifs aux normes IFRS 10 sur le périmètre de consolidation et IFRS 11 qui supprime la consolidation par intégration proportionnelle des coentreprises. Au 30 juin 2012, les principales coentreprises du Groupe sont GPA (voir note 3.3) et Monoprix (voir note 3.1). Les comptes résumés de ces sociétés intégrées proportionnellement sont présentés en note 17.1 de l'annexe des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Le 1^{er} juin 2012, l'ARC (*Accounting Regulatory Committee*) a voté en faveur de l'adoption par l'Union européenne des normes IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12, IAS 27 révisée et IAS 28 révisée avec une date d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 contre le 1^{er} janvier 2013 fixée par l'IASB. L'adoption européenne devrait suivre d'ici la fin de l'année.

2.4. Utilisation d'estimations et jugements

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la Direction, l'utilisation d'estimations de jugements et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes semestriels consolidés, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues sont les mêmes que ceux appliqués lors de l'élaboration des états financiers consolidés clos le 31 décembre 2011.

Les principaux jugements de la période portent sur les modes de consolidation de Monoprix, Mercialys et GPA (voir note 3)

NOTE 3 : EVENEMENTS DE LA PERIODE

3.1 Monoprix

En 2000 et 2003, Galeries Lafayette a cédé le contrôle paritaire (50%) de Monoprix à Casino. Selon les accords contractuels conclus entre Casino et Galeries Lafayette, Casino détient une option d'achat sur 10% du capital, lui donnant la possibilité de prendre le contrôle de Monoprix et Galeries Lafayette détient une option de vente de sa participation de 50%, exerçables à compter du 1^{er} janvier 2012 jusqu'en 2028. Par ailleurs, selon ces mêmes accords, Casino détient le droit, en toute hypothèse, de désigner à partir du 31 mars 2012 le Président-Directeur général pour des périodes de trois ans en alternance avec Galeries Lafayette.

Dans ce cadre, Galeries Lafayette a mis en œuvre, le 7 décembre 2011, le processus d'évaluation du prix, qui lui ouvrait ensuite un délai pour décider de vendre sa participation dans Monoprix à Casino.

Le 28 juin 2012, dans le cadre d'une conciliation sous l'égide du Président du Tribunal de commerce de Paris, les deux parties ont signé une lettre d'intention portant sur la cession par Galeries Lafayette des 50% détenues dans Monoprix à Casino. L'objectif est de parvenir à la conclusion prochaine d'un protocole transactionnel selon lequel Galeries Lafayette cèdera à Casino sa participation d'ici au 30 octobre 2013, au prix de 1 175 millions d'euros, indexé à compter du 1^{er} avril 2013. Casino s'est d'ores et déjà engagé sur les termes d'un protocole transactionnel et a mis en place une garantie à première demande octroyée au profit de Galerie Lafayette appelable en octobre 2013. L'acquisition définitive par Casino interviendrait après accord de l'Autorité de la concurrence.

En terme de gouvernance, Monsieur Jean-Charles Naouri, Président-Directeur général de Casino, a été nommé administrateur de Monoprix lors de l'Assemblée Générale qui s'est tenue le 29 juin 2012. Monsieur Philippe Houzé conservant ses fonctions de Président-Directeur général de Monoprix. Postérieurement à la signature du protocole transactionnel, un nouveau Président-Directeur Général de Monoprix présenté par Casino sera désigné. Casino et Galeries Lafayette renonceront, après la cession des actions, aux procédures judiciaires en cours.

L'acquisition par Casino de la participation de Galerie Lafayette dans Monoprix est conditionnée à l'accord préalable de l'Autorité de la concurrence. L'option d'achat n'est donc pas exerçable immédiatement. Ainsi et compte tenu de l'absence de changement des accords liant Casino à Galeries Lafayette d'ici la sortie de cette dernière et le fait que Galeries Lafayette continuera à assurer son rôle de partenaire dans Monoprix jusqu'à la cession des titres, le Groupe a estimé que le mode de consolidation par intégration proportionnelle demeure adapté.

3.2 Processus de perte de contrôle de Mercialys

Début janvier 2012, le groupe Casino s'est engagé dans un processus de perte de contrôle de sa filiale Mercialys. A compter cette date, les actifs et passifs de cette filiale ont été classés conformément à la norme IFRS 5 en « actifs détenus en vue de la vente et passifs associés » (voir note 12). La perte de contrôle devrait se concrétiser au cours du second semestre.

Lors du premier semestre, le processus de cession s'est traduit par une vente sur le marché de 0,1% du capital qui a conduit le groupe Casino à franchir à la baisse le seuil de 50%, et à la mise en place le 30 avril 2012 avec un établissement financier d'un Total Return Swap (TRS) portant sur 9,8% du capital de Mercialys.

Au 30 juin 2012, cet instrument n'étant pas déconsolidant au sens de la norme IAS 39, la cession des titres à travers ce contrat n'est pas reconnue dans les comptes et l'apport de trésorerie de 136 millions d'euros qu'il a généré n'a pas non plus d'incidence significative sur l'endettement net financier du Groupe. Ainsi, Casino détient 49,2% des titres de Mercialys au 30 juin 2012, dont 9,0% correspondant aux titres non cédés à cette date par l'établissement financier.

Bien que les éléments nécessaires à l'évolution de la gouvernance de Mercialys et la mise en place d'une nouvelle convention de partenariat et d'une convention d'avance en compte courant aient été réalisés sur le semestre (voir ci-après), Casino conserve un pourcentage de détention qui le laisse majoritaire en assemblée générale ce qui lui confère une position de contrôle de fait. Sur cette base, Casino a donc maintenu Mercialys en intégration globale dans ses comptes consolidés au 30 juin 2012.

La mise en œuvre du processus de cession s'est traduit notamment sur le semestre par :

- l'évolution de la gouvernance de Mercialys qui a conduit à la perte de la majorité des administrateurs au sein du Conseil d'administration de la société;
- la mise en place d'une nouvelle convention de partenariat de 3,5 ans relative aux développements de projets immobiliers ;
- la mise en place d'une convention de trésorerie avec le groupe Casino.

Dans la lignée de sa nouvelle stratégie, Mercialys a procédé le 20 avril 2012 à une distribution exceptionnelle de ses réserves ainsi que le solde de distribution au titre de l'exercice 2011 pour un montant global de 1 060 millions d'euros dont 532 millions d'euros reçus par le groupe Casino. Sur la base du cours de bourse du 29 juin 2012, la valeur de la participation de 49,2% détenue par Casino s'élève à 665 millions d'euros à mettre en regard d'une valeur comptable de l'actif net de 85 millions d'euros au 30 juin 2012.

3.3 Augmentation de la participation dans GPA et mise en œuvre du processus de prise de contrôle

Au 30 juin 2012, le Groupe détient 40,32% du capital de GPA contre 40,13% au 31 décembre 2011 soit une augmentation de 0,19% qui résulte principalement de (i) l'émission au profit de Casino de 1,6 million d'actions préférentielles au cours de 85,66 réais par action (voir ci-dessous) et (ii) l'effet dilutif de stock-options exercées au cours de la période.

L'émission préférentielle, rémunérant l'économie d'impôt généré par l'amortissement d'une partie du goodwill d'acquisition lié à GPA, a été finalisée en mai après l'exercice des droits de préemption des actionnaires de GPA. Casino a ainsi reçu 1,6 million d'actions et 8 millions d'euros en numéraire. Cette opération a généré un résultat de relution de 21 millions d'euros présenté en "Autres produits opérationnels".

Afin de préparer la réorganisation du contrôle de GPA tel que prévu dans le pacte d'actionnaires de la société Wilkes, Casino a informé le 21 mars 2012 son partenaire Monsieur Abilio Diniz qu'elle entendait exercer sa faculté contractuelle de désigner le président du Conseil d'administration de Wilkes.

L'assemblée générale extraordinaire de Wilkes, holding de contrôle de GPA, s'est tenue le 22 juin 2012 à Sao Paulo. Elle a statué positivement sur la nomination de Jean-Charles Naouri, PDG de Casino, aux fonctions de Président du Conseil d'administration de Wilkes. A la même date, l'assemblée générale extraordinaire de GPA a approuvé la nomination de Messieurs Eleazar de Carvalho Filho, Luiz Augusto de Castro Neves et Roberto Oliveira de Lima, administrateurs proposés par Casino. Ces nominations portent à huit le nombre d'administrateurs nommés par le Groupe sur un Conseil d'administration comportant quinze membres.

Le contrôle de GPA dépend de la capacité de contrôler son Assemblée générale (cette dernière approuvant des décisions clés de la société).

Au 30 juin 2012, le Groupe ne détenant ni la majorité des droits de vote de Wilkes, majorité qui est prévue d'intervenir au plus tard le 22 août 2012 (date d'exercibilité de son option d'achat portant sur une action à droit de vote), ni la majorité des membres du Conseil d'administration de Wilkes qui contrôle 99% des droits de vote de GPA (voir note 17), Casino a maintenu la consolidation de GPA par intégration proportionnelle dans ses comptes consolidés

3.4 MonShowroom

Le 28 février 2012, le Groupe Casino a acquis une participation minoritaire du capital de la société Monshowroom.com avec possibilité à terme de devenir majoritaire. Cette société, spécialisée dans la vente de prêt-à-porter et accessoires de mode multimarques sur internet, permet au Groupe de conforter sa position dans le secteur du commerce en ligne. La valeur des titres mis en équivalence s'élève à 17 millions d'euros au 30 juin 2012.

3.5 Option pour les actionnaires de la société Rallye du paiement du solde du dividende 2011 en actions Rallye

L'assemblée générale des actionnaires du 23 mai 2012 a décidé que le solde du dividende 2011 s'élevant à 1,03 euro pouvait, au choix de l'actionnaire, être perçu soit en numéraire soit en actions nouvelles de la société. Les droits ont été exercés en faveur du paiement en action à hauteur de 35,3%.

Cette opération a permis à Rallye de renforcer ses fonds propres de 16,7 millions d'euros, par la création de 774 497 actions nouvelles au titre du solde du dividende 2011 (voir note 13).

NOTE 4 : OPERATIONS SUR LE PERIMETRE

4.1. Evolution du périmètre de consolidation

Au cours du 1^{er} semestre 2012, les principales évolutions du périmètre de consolidation ont été les suivantes :

▪ Principales entrées et sorties de périmètre :

Nom de la société / sous-groupe	Activité	Pays	Opération	Méthode de consolidation
Sous-groupe Franprix-Leader Price (note 4.2.1)	Distribution	France	Prise de contrôle	IG
Monshowroom (note 3.4)	Distribution	France	Acquisition	ME

▪ Principales variations de pourcentage de détention sans modification de la méthode de consolidation :

Nom de la société / sous-groupe	Activité	Pays	Variation du % de détention	Méthode de consolidation
Groupe GO Sport (1)	Article de sport	France	16,44%	IG
GPA (note 3.3)	Distribution	Brésil Thaïland	0,19%	IP
Big C Thaïlande (note 4.2.2)	Distribution	e	-3,13%	IG
Mercialys (note 3.2)	Immobilier	France	-1,13%	IG
Sous-groupe Franprix-Leader Price (2)	Distribution	France	10% / 23%	ME
Casino Guichard-Perrachon	Distribution	France	-1,58%	IG

(1) Au cours du 2nd semestre 2012, le groupe Rallye a largement souscrit à l'augmentation de capital de 30 millions d'euros de Groupe GO Sport portant sa participation dans le groupe Groupe GO Sport à 90,14%.

(2) En juin 2012, le sous-groupe Franprix – Leader Price a acquis des participations complémentaires dans les sous-groupes Planes et Faure à hauteur respectivement de 10% et 23% portant sa participation à 36% et 49%. Ces sous-groupes restent comptabilisés au niveau du sous-groupe Franprix – Leader Price selon la méthode de mise en équivalence et ont été acquis respectivement pour 5 millions d'euros chacun (honoraires inclus)

4.2. Opérations de périmètre

4.2.1 Opérations du sous-groupe Franprix-Leader Price

Le 1^{er} mars 2012, Franprix-Leader Price a pris le contrôle exclusif du sous-groupe Barat dans lequel il possédait une participation minoritaire. Cette prise de contrôle a été réalisée en portant la participation du Groupe Franprix-Leader Price à 100 % du capital dans ce sous-groupe (+ 51 %) pour un montant de 40 millions d'euros.

En conséquence, ce sous-groupe précédemment comptabilisé en mise en équivalence a été consolidé par intégration globale à compter de sa date d'acquisition. Cette opération représente l'acquisition de 22 magasins Franprix et Leader Price et a généré la reconnaissance d'un goodwill provisoire de 48 millions d'euros et d'une charge de réévaluation de la quote-part d'intérêt antérieurement détenue de 1 million d'euros.

La contribution de ces magasins au chiffre d'affaires et au résultat net avant impôt du groupe Casino pour la période du 1^{er} mars 2012 au 30 juin 2012 est respectivement de 37 et -1 millions d'euros. Si cette acquisition avait été réalisée dès le 1^{er} janvier 2012, la contribution de ces magasins au chiffre d'affaires et au résultat net auraient été de 55 et -1 millions d'euros.

4.2.2 Opérations sur Big C Thaïlande

Evolution du pourcentage de détention du Groupe dans Big C Thaïlande

La diminution du pourcentage d'intérêt de 3,13% du groupe Casino dans Big C Thaïlande résulte (i) de la dilution faisant suite à la non-souscription par le groupe Casino à l'augmentation de capital émise par Big C Thaïlande et (ii) d'une cession sur le marché. Ces opérations ont eu un impact positif sur les capitaux propres part du Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle, respectivement de 92 et 60 millions d'euros.

Refinancement de l'acquisition de Carrefour Thaïlande

Lors de l'acquisition de Carrefour Thaïlande en janvier 2011, un emprunt de 38,5 milliards de bahts (soit 981 millions d'euros) d'une durée initiale d'un an avait été souscrit. Cet emprunt comportait une option de renouvellement permettant de proroger la durée de l'emprunt de six mois. Cette option avait été exercée reportant la maturité de l'emprunt à juillet 2012. Le 28 juin 2012, dans le cadre du refinancement de l'acquisition de Carrefour Thaïlande, Big C Thaïlande a signé la mise en place d'un financement de 32 milliards de bahts (soit 802 millions d'euros) dont les maturités sont comprises entre deux et sept ans.

NOTE 5 : INFORMATION SECTORIELLE

5.1 Indicateurs clés par secteur opérationnel

Période close au 30 juin 2012

(En millions d'euros)	Grande distribution				Articles de sport		Holdings et investissements financiers		Activités poursuivies 30 juin 2012
	France	Amérique latine	Asie	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	
Chiffre d'affaires	9 026	6 257	1 641	424	295	29	4	5	17 681
Résultat opérationnel courant *	250	266	117	5	(14)		(8)	16	632

Période close au 30 juin 2011 :

(En millions d'euros)	Grande distribution				Articles de sport		Holdings et investissements financiers		Activités poursuivies 30 juin 2011
	France	Amérique latine	Asie	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	
Chiffre d'affaires	9 102	5 186	1 431	425	299	29	2	6	16 480
Résultat opérationnel courant*	270	197	96	8	(13)	1	(10)	14	563

* Conformément à IFRS 8 « Secteurs Opérationnels », l'information par secteur opérationnel est établie sur la base du reporting interne.

5.2 Actifs non courants par zone géographique

Les actifs non courants* par zone géographique se présentent ainsi :

(En millions d'euros)	Grande distribution				Articles de sport		Holdings et investissements financiers		Total
	France	Amérique latine	Asie	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	
Au 30 juin 2012	9 634	5 867	2 063	322	104	5	21	174	18 190
Au 31 décembre 2011	10 675	5 875	1 968	320	104	5	29	203	19 179

(*) Les actifs non courants comprennent les goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles, les immeubles de placement, les participations dans les entreprises associées ainsi que les charges constatées d'avance à long terme.

NOTE 6 : INFORMATIONS SUR LE RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

6.1 Saisonnalité de l'activité

Les activités du Groupe présentent une légère saisonnalité, liée à une activité plus élevée sur le second semestre et plus particulièrement sur le mois de décembre.

6.2 Nature de charges par fonction

(En millions d'euros)	Logistique *	Coût des ventes	Frais généraux et administratifs	30 juin 2012
Charges de personnel	(259)	(1 493)	(429)	(2 181)
Autres charges	(409)	(1 571)	(262)	(2 242)
Dotations aux amortissements	(19)	(287)	(72)	(378)
Total	(687)	(3 350)	(763)	(4 801)

(En millions d'euros)	Logistique *	Coût des ventes	Frais généraux et administratifs	30 juin 2011
Charges de personnel	(246)	(1 396)	(390)	(2 032)
Autres charges	(381)	(1 482)	(263)	(2 126)
Dotations aux amortissements	(19)	(291)	(59)	(369)
Total	(646)	(3 170)	(712)	(4 528)

(*) Les coûts logistiques sont inclus dans le « coût d'achat complet des marchandises vendues »

NOTE 7 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

(En millions d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011
Total des autres produits opérationnels	53	103
Total des autres charges opérationnelles	(162)	(237)
Total des produits et charges opérationnels	(109)	(134)
Détail par nature :		
Résultat de cession d'actifs	7	
Autres produits et charges opérationnels	(116)	(134)
Provisions et charges pour restructurations (1)	(46)	(42)
Provisions et charges pour litiges et risques	(13)	(5)
Produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre (2)	(62)	35
Autres	11	(10)
Pertes nettes de valeur des actifs	(6)	(18)
Coûts d'intégration de Thaïlande et Brésil		(22)
Taxe sur le patrimoine (Colombie) (3)		(72)
Total des autres produits et charges opérationnels nets	(109)	(134)

(1) Cette charge de restructuration au titre du 1^{er} semestre 2012 concerne essentiellement les secteurs Casino France et Franprix – Leader Price à hauteur respectivement de 26 et 14 millions d'euros. Au 1^{er} semestre 2011, elle portait principalement sur les mêmes secteurs à hauteur de 18 millions d'euros chacun.

(2) La perte de 62 millions d'euros constatée au cours du 1^{er} semestre 2012 résulte essentiellement de coûts de transaction relatifs aux opérations de périmètre ayant eu lieu sur le 1^{er} semestre et à celles attendues sur le 2nd semestre (voir note 3). Le produit de 35 millions d'euros enregistré au 30 juin 2011 résultait à hauteur de 48 millions d'euros de la réévaluation des participations antérieurement détenues liées aux prises de contrôle réalisées par le sous-groupe Franprix – Leader Price en février 2011 compensée à hauteur de 13 millions de coûts de transaction

(3) A compter du 1^{er} janvier 2011, la filiale Exito a été assujettie à une taxe sur le patrimoine déterminée sur ses capitaux propres. Cette taxe est payable en huit semestrialités. Une dette a donc été reconnue à cette date pour la valeur actualisée des paiements à effectuer sur les quatre prochaines années.

NOTE 8 : RESULTAT FINANCIER

8.1 Coût de l'endettement financier net

(En millions d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011
Résultat de cession des équivalents de trésorerie		2
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	51	37
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	51	38
Charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture	(366)	(362)
Charges financières de crédit-bail	(3)	(2)
Coût de l'endettement financier	(369)	(364)
Coût de l'endettement financier net	(318)	(326)

8.2 Autres produits et charges financiers

(En millions d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011
Produits financiers de participations	1	1
Gains de change (hors opération de financement)	58	14
Produits d'actualisation et de désactualisation	9	15
Variation positive de juste valeur des dérivés hors couverture (1)	38	48
Autres produits financiers	38	31
Total autres produits financiers	144	109
Pertes de change (hors opération de financement)	(64)	(44)
Charges d'actualisation et de désactualisation	(7)	(11)
Variation négative de juste valeur des dérivés hors couverture (2)	(57)	(7)
Autres charges financières	(69)	(49)
Total autres charges financières	(196)	(111)
Total autres produits et charges financiers	(52)	(2)

(1) En décembre 2011, Casino a souscrit un Total Return Swap (TRS) portant sur des actions préférentielles de GPA (voir note 6.2 de l'annexe aux comptes annuels 2011). Le TRS, dérivé en juste valeur par le résultat, a été évalué par référence au cours de bourse du 29 juin 2012 et s'élève à 30 millions d'euros.

(2) La perte provient principalement de swaps d'intérêts et de dérivés pour respectivement 19 et 29 millions d'euros.

NOTE 9 : CHARGE D'IMPOT

La charge d'impôt de 100 millions d'euros au 30 juin 2012 est en hausse par rapport au 30 juin 2011 (53 millions d'euros), mais après retraitement des éléments non récurrents, le taux normatif d'impôt est du même ordre qu'en 2011.

NOTE 10 : GOODWILL, IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES, ET IMMEUBLES DE PLACEMENT

Au cours du premier semestre 2012, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles, et d'immeubles de placement s'élèvent à 473 millions d'euros contre 508 millions d'euros lors de la même période en 2011.

La diminution des immeubles de placement résulte principalement du reclassement des actifs et passifs de Mercialys selon IFRS 5 (voir note 12).

Le Groupe procède à un test de dépréciation de ses goodwill chaque année au 31 décembre, après l'approbation par la Direction des plans à moyen terme. Au regard de l'excédent existant entre la valeur d'utilité et la valeur comptable issu des tests annuels 2011, la mise-à-jour des tests n'a pas abouti à la constatation de perte de valeur au 30 juin 2012.

Les filiales opérationnelles du Groupe ont procédé à une revue au 30 juin 2012 des indices de perte de valeur relatifs aux goodwill ainsi qu'aux actifs immobilisés. Certaines Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) présentaient des indicateurs de perte de valeur et des tests de dépréciation ont par conséquent été effectués.

S'agissant des goodwill, la mise-à-jour des tests n'a pas abouti à la constatation de perte de valeur au 30 juin 2012. L'excédent existant entre la valeur d'utilité et la valeur comptable issu des tests annuels 2011 des regroupements d'UGT concernés reste suffisant pour justifier l'absence de tout risque de dépréciation même en réduisant les principales hypothèses retenues dans la détermination de la valeur d'utilité.

Concernant les autres actifs immobilisés, la mise à jour des tests de dépréciation n'a pas non plus donné lieu à la constatation de perte de valeur significative au 30 juin 2012.

NOTE 11 : TRESORERIE NETTE

L'agrégat « Trésorerie nette » se décompose de la manière suivante :

(En millions d'euros)	30 juin 2012	31 décembre 2011
Equivalents de trésorerie	2 106	1 889
Trésorerie	1 528	2 034
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 634	3 923
Découverts bancaires	(835)	(587)
Trésorerie nette	2 799	3 336

Le poste « Trésorerie » inclut à hauteur de 183 millions d'euros la trésorerie reçue au titre d'une mobilisation de créances satisfaisant aux critères de décomptabilisation d'actifs financiers d'IAS 39, contre 219 millions d'euros au 31 décembre 2011.

NOTE 12 : ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET PASSIFS ASSOCIES

Les actifs détenus en vue de la vente et passifs associés se décomposent ainsi :

(En millions d'euros)	30 juin 2012	31 décembre 2011
Actifs du sous-groupe Mercialys (note 3.2)	1332	6
Divers	49	36
Actifs détenus en vue de la vente	1381	42
Passifs rattachés à des actifs détenus en vue de la vente (note 3.2)	1077	

Les actifs et passifs détenus en vue de la vente relatifs au sous-groupe Mercialys se décomposent de la façon suivante :

(En millions d'euros)	30 juin 2012
Goodwill, immobilisations incorporelles et corporelles	51
Immeubles de placements	1174
Autres actifs non courants	4
Actifs non courants	1228
Autres actifs courants	65
Trésorerie et équivalents de trésorerie	39
Actifs courants	104
Total des actifs	1332
Passifs financiers non courants	1001
Autres passifs non courants	23
Passifs non courants	1024
Passifs financiers courants	11
Fournisseurs	8
Autres passifs courants	34
Passifs courants	53
Total des passifs	1077

Les flux de trésorerie liés à Mercialys sont les suivants :

(En millions d'euros)	30 juin 2012
Flux net de trésorerie lié à l'activité	120
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(15)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(70)
TOTAL	35

NOTE 13 : CAPITAL SOCIAL

13.1 Capital social

Au 30 juin 2012 le capital social est composé de 47 189 855 actions représentant une valeur nominale de 142 millions d'euros.

13.2 Variation du capital

Le capital social est composé d'actions ordinaires émises et entièrement libérées dont la valeur nominale est de l'action est 3 euros.

	30 juin 2012	31 décembre 2011
Nombre d'actions au 1^{er} janvier	46 466 160	44 300 003
Exercice d'options de souscription	23 703	50 802
Paiement du dividende 2010 en actions (solde)		1 321 416
Paiement du dividende 2011 en actions (acompte et solde)	774 497	793 939
Annulation d'actions (1)	(74 505)	
Nombre d'actions en fin de période	47 89 855	46 466 160

(1) Le Conseil d'administration, lors de sa réunion du 23 mai 2012 a annulé 74 505 actions détenues en propre par Rallye. Le nombre d'actions annulées correspond à la création d'actions nouvelles liées aux options de souscription d'actions exercées en novembre et décembre 2011 et en mai 2012.

13.3 Distribution de dividende

L'assemblée générale des actionnaires du 23 mai 2012 a décidé une distribution de dividende de 1,83 euro par action au titre de l'exercice 2011. Un acompte de 0,80 euro ayant été versé en octobre 2011, le solde s'est élevé à 1,03 euro.

Il a été décidé que ce solde pouvait, au choix de l'actionnaire, être perçu soit en numéraire soit en actions nouvelles de la société. Le prix d'émission des nouvelles actions a été fixé à 21,47 euros, correspondant à 90% de la moyenne des cours d'ouverture des vingt séances de bourse précédant la date de l'Assemblée générale diminuée du montant du dividende. Les droits ont été exercés en faveur du paiement en action à hauteur de 35,3%.

Cette opération permet à Rallye de renforcer ses fonds propres de 16,7 millions d'euros, par la création de 774 497 actions nouvelles (1,64% du capital). Le paiement du dividende en numéraire s'est élevé à 30,6 millions d'euros, il a été versé le 28 juin 2012.

NOTE 14 : EMPRUNTS, DETTES ET PASSIFS FINANCIERS

14.1 Composition de l'endettement financier net

(En millions d'euros)	30 juin 2012			31 décembre 2011		
	Part non courante	Part courante	Total	Part non courante	Part courante	Total
Emprunts obligataires	7 411	834	8 245	7 080	626	7 706
Autres dettes financières	1 427	3 404	4 831	1 853	3 189	5 042
Contrats de crédit bail	51	28	79	61	41	102
Dettes liées à des puts sur intérêts ne donnant pas le contrôle	46	71	117	66	43	109
Instruments financiers dérivés passifs	22	23	45	25	51	76
Total passifs financiers	8 957	4 360	13 317	9 085	3 950	13 035
Instruments financiers dérivés actifs	(158)	(38)	(196)	(129)	(75)	(204)
Créances rattachées à la cession de Cativen (Venezuela)	0	(104)	(104)	0	(106)	(106)
Titres de placement et assimilés	0	(365)	(365)	0	(390)	(390)
Trésorerie et équivalent de trésorerie	0	(3 634)	(3 634)	0	(3 923)	(3 923)
Total actifs financiers	(158)	(4 141)	(4 299)	(129)	(4 494)	(4 623)
Endettement Financier net	8 799	219	9 018	8 956	(544)	8 412

14.2 Variation des dettes financières

(En millions d'euros)	30 juin 2012	31 décembre 2011
Endettement financier à l'ouverture	12 831	10 567
Nouveaux emprunts (1)	1 768	3 924
Remboursements (principal et intérêts) (2)	(1 454)	(2 032)
Autres actifs financiers		11
Variations juste valeur (contrepartie résultat)	4	7
Ecarts de conversion	(44)	(108)
Variations de périmètre (3)	23	414
Variations des dettes liées à des puts sur intérêts ne donnant pas le contrôle (4)	8	51
Autres	(15)	(3)
Endettement financier à la clôture	13 121	12 831
Passifs financiers (voir note 14.1)	13 317	13 035
Instruments financiers dérivés actifs (voir note 14.1)	(196)	(204)

(1) Les nouveaux emprunts comprennent principalement les opérations décrites ci-après : souscriptions liées à (i) la souscription par Casino, Guichard-Perrachon et GPA de nouveaux emprunts obligataires pour un montant global de 971 millions d'euros (respectivement 600 et 371 millions d'euros), (ii) la souscription de nouveaux emprunts par les filiales Exito et GPA pour respectivement 116 et 72 millions d'euros, et (iii) la constatation de la dette liée au TRS Mercialys à hauteur de 125 millions d'euros (voir note 3.2). Le solde du mouvement provient essentiellement de découverts bancaires au sein des filiales (notamment Franprix – Leader Price et Monoprix)

(2) Les remboursements d'emprunts correspondent principalement aux événements suivants : remboursements (i) des emprunts obligataires sur Casino, Guichard-Perrachon et GPA pour respectivement 501 et 43 millions d'euros, (ii) des autres emprunts et dettes financières liés à Exito, GPA, Big C Thaïlande et Franprix – Leader Price pour respectivement 146, 116, 112 et 22 millions d'euros, et (iii) de flux nets de billets de trésorerie pour 138 millions d'euros.

L'emprunt obligataire de 600 millions d'euros émis par Casino, Guichard-Perrachon est à échéance 2020 et a un taux d'intérêt effectif de 4,05%.

14.3 Echancier de paiement des dettes

(En millions d'euros)	30 juin 2012	Moins d'un an	De un à cinq ans	Au-delà de cinq ans	31 décembre 2011
Passifs financiers					
Emprunts obligataires	8 245	834	4 591	2 819	7 706
Autres emprunts	4 832	3 404	1 311	117	5 042
Contrats de location financement	79	28	45	6	102
Dettes liées aux puts sur minoritaires	117	71	26	20	109
Instruments financiers dérivés (couverture de JV)	45	23	22		76
Dettes fournisseurs	4 714	4 714			5 517
Autres dettes	3 717	3 016	496	206	4 301

NOTE 15 : PASSIFS ET ACTIFS EVENTUELS

15.1 Litige avec la famille Baud

Des litiges divers, faisant suite à des demandes nouvelles, totalement mal fondées de la famille Baud, restent en cours, en particulier au titre de la résiliation en 2006 par Casino du contrat de licence de marque conclu par Geimex avec Leader Price Polska.

La société Geimex est consolidée par intégration proportionnelle dans les comptes consolidés du groupe Casino. Au 30 juin 2012, les intérêts du groupe Casino dans la société s'élèvent à 84 millions d'euros dont 61 millions d'euros de goodwill.

A titre d'information, le chiffre d'affaires hors taxes et le résultat net consolidé du groupe Geimex pour l'exercice 2011 se sont élevés respectivement à 245 et 8 millions d'euros.

15.2 Procédure en défense à l'initiative des cédants du bloc de contrôle dans Globex Utilidades SA

En juin 2009, GPA, par l'intermédiaire d'une de ses filiales, a fait l'acquisition du bloc de contrôle de Globex Utilidades SA, une société leader sur le marché de la distribution des produits électroniques et électro-ménagers sous l'enseigne « Ponto Frio ».

L'ancien actionnaire majoritaire (Morzan Empreendimentos), considérant que GPA et solidairement ses actionnaires de contrôle, dont Wilkes, la holding de contrôle de GPA, mais également Casino, Guichard-Perrachon et trois autres de ses sous holdings, n'ont pas respecté les stipulations du contrat relatives aux modalités du paiement du prix pour la portion payable en titres GPA, a initié une procédure arbitrale devant la Chambre de Commerce Internationale par une requête datée du 30 mai 2012. Aux termes de cette requête des dommages et intérêts sont demandés à hauteur d'environ 160 millions de reals (environ 62 millions d'euros).

A ce stade, le tribunal arbitral est en cours de constitution. En tout état de cause, ni GPA, ni ses actionnaires de contrôle ne considèrent la demande comme fondée. Subsidiairement, hormis GPA et Wilkes qui sont parties au contrat de cession de titres, aucune des autres parties appelées en défense ne saurait être liée par les stipulations dudit contrat.

15.3 Sinistre thaïlandais

Lors des événements du 2^{ème} trimestre 2010 qui se sont déroulés à Bangkok, la filiale Big C Thaïlande avait subi des pertes résultant d'un incendie ayant entraîné la destruction totale ou partielle d'un certain nombre d'actifs et de pertes d'exploitation. Les assurances sont en cours de finalisation de leurs investigations qui devraient aboutir au règlement de l'indemnité reconnue dans les comptes à hauteur de 11 millions d'euros d'ici la fin de l'exercice.

Entre août et novembre 2011, le pays a subi de fortes inondations qui ont affecté directement quatre centres de distribution, cinq hypermarchés et quinze petits magasins ; d'autres magasins ont été touchés indirectement. Cela a conduit à une destruction partielle ou totale de certains actifs immobiliers et opérationnels ainsi qu'à une perte d'exploitation importante. Le chiffre du sinistre est en cours ; au 30 juin 2012, les dommages et pertes subies sont évalués à environ 42 millions d'euros, dont 33 millions d'euros au titre de pertes d'exploitation. En relation avec ces dommages, le groupe Casino a reconnu un droit à remboursement des assurances net des franchises de 22 millions d'euros au 30 juin 2012, dont 11 millions d'euros sur le semestre.

15.4 Litiges avec l'administration fiscale

Le groupe Casino a fait l'objet de redressements fiscaux portant sur l'exercice 1998 concernant la récupération de déficits fiscaux jugée abusive par l'administration fiscale. En août 2011, le groupe Casino a été condamné à payer un montant de 27 millions d'euros par le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise et a fait appel le 3 octobre 2011 auprès de la Cour administrative d'appel de Versailles. Casino considère, en effet, que les arguments retenus par le Tribunal administratif sont contestables. Le groupe Casino est confiant dans ses chances d'obtenir une décision favorable et en conséquence n'a pas provisionné ce litige.

NOTE 16 : PARTIES LIEES

La société Rallye est contrôlée par Foncière Euris, elle-même détenue par Finatis puis par Euris.

Au 30 juin 2012, Foncière Euris détient 55,74% du capital de Rallye et 71,09 % des droits de vote. Le groupe Rallye bénéficie du conseil de la société Euris, société de contrôle ultime, avec laquelle une convention de conseil et d'assistance en matière stratégique a été conclue en 2003.

Les relations avec les autres parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2011 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de la période.

La principale opération du semestre entre la société Rallye et la société Foncière Euris concerne le paiement du solde du dividende 2011 pour 12 millions d'euros payé en titres de la société Rallye.

NOTE 17 : EVENEMENT POSTERIEUR A LA CLOTURE

▪ Prise de contrôle de GPA

Le 2 juillet 2012, l'Assemblée générale de Wilkes a approuvé la modification du Conseil d'administration consistant à nommer un administrateur proposé par Casino en remplacement d'un administrateur nommé par Abilio Diniz. Casino a ainsi finalisé le process de prise de contrôle et a obtenu la majorité au Conseil d'administration de Wilkes qui lui permet de décider du sens du vote de Wilkes à l'Assemblée générale de GPA et donc irrévocablement de contrôler également GPA. A compter de cette date, le Groupe consolidera donc GPA selon la méthode de l'intégration globale.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence de l'intégration à 100% de GPA dans les comptes consolidés du Groupe clos le 30 juin 2012 si la prise de contrôle de GPA était intervenue le 1^{er} janvier 2012.

(En millions d'euros)	30 juin 2012 publié	30 juin 2012 proforma
Chiffre d'affaires	17 681	23 647
Résultat opérationnel courant	632	920
Résultat opérationnel	523	784
Résultat financier	(370)	(515)
Résultat avant impôt	153	269
Résultat net de l'ensemble consolidé	37	130
Propriétaire de la société *	(124)	(131)
Intérêts ne donnant pas le contrôle	162	262

(*) La diminution de 7 millions d'euros du résultat net part du Groupe proforma résulte de la comptabilisation de certaines opérations directement en capitaux propres s'agissant de transactions effectuées entre actionnaires alors qu'auparavant elles étaient effectuées avec une société consolidée selon la méthode d'intégration proportionnelle et traitées en résultat de la période. Ces opérations correspondent à l'émission d'actions préférentielles au profit de Casino et à l'exercice de stock-options (voir note 3.3)

Ces comptes proformas n'intègrent pas l'éventuelle incidence de l'évaluation des actifs et des passifs à leur juste valeur ni de la réévaluation à la juste valeur de la participation de 40,32% détenue par le Groupe. Ce travail d'évaluation des justes valeurs vient de débiter. Sur la base du seul cours de bourse des actions préférentielles au 2 juillet 2012 (appliqué à l'ensemble des actions de GPA), le produit de réévaluation des 40,32% détenus s'élèverait à 724 millions d'euros.

Par ailleurs, l'incidence de la prise de contrôle sur l'endettement financier net est estimée de façon provisoire à 1 059 millions d'euros, montant incluant l'intégration à 100% de la dette de GPA ainsi que les dettes d'options de vente octroyées à la famille Diniz (les modalités des options de vente sont décrites à la note 32.2 de l'annexe aux comptes consolidés clos le 31 décembre 2011).

4 - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Rallye, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense, le 26 juillet 2012
Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Patrick-Hubert Petit

ERNST & YOUNG et Autres
Pierre Bourgeois